

Le socialisme en Autriche

Le parti socialiste de l'Autriche de langue allemande et les ouvriers de ce territoire en général ont acquis, sans lutte et comme par un coup de baguette, et détiennent encore, à la suite des événements d'octobre-novembre 1918, le pouvoir politique et une influence extraordinaire sur la vie économique. Néanmoins cet immense appareil se meut comme une machine travaillant à vide et n'est pas capable d'inaugurer la marche vers un socialisme quelconque, sans parler ici d'un socialisme correspondant aux moindres aspirations libertaires. Si la misère qu'on connaît, qui pèse sur tout le pays et sape la vitalité de tout effort, y est pour beaucoup, d'autres raisons ne manquent pas ; on les trouve tant dans le passé de ce parti, que dans le caractère des problèmes de l'heure et les méthodes de les aborder. Comme tous les pays passent ou passeront de nos jours par des situations nouvelles, imprévues il y a peu d'années, l'étude réciproque de ces expériences devrait se faire sur la plus grande échelle pour éviter la répétition d'erreurs et suivre les exemples et initiatives pratiques. C'est dans ce but que j'écris les remarques qui suivent.

L'ancienne Autriche était non seulement un pays de gouvernement réactionnaire et de vie bourgeoise opulente, agrémentée par la bonne chère, la musique et la danse ; mais aussi un pays de travail, industriel et agricole, et de sentiments progressifs très répandus qui firent leur éclosion d'un jour à l'autre dès que l'ancien système fut affaibli, compromis ou, espérons-le, abattu enfin ; ainsi en 1848, 1859, 1867 et à la fin de 1918. Les ouvriers étaient toujours en avant, mais ils manquaient d'expérience pratique de la vie politique et avaient d'abord le plus vif désir de s'instruire, en fondant des universités populaires à partir de 1867, ensuite d'améliorer leurs conditions de travail, ne fut-ce que de la manière la plus modeste, par des Sociétés de métiers et l'action collective. Le socialisme, utopie lointaine, ne leur fut promis qu'au bout d'une longue évolution qu'une lutte pour le suffrage universel devait inaugurer – lutte qui prit

quarante ans, de 1867 à 1907. Ils se fiaient, pour cette lutte, à des chefs qui les trahissaient : aux libéraux comme H. Oberwinder, ou aux cléricaux comme H. Tauschinsky, ou qui maintenaient une attitude correcte, mais faible et effacée comme l'étudiant prolétaire E. Reinthal. Il y eut quelques moments d'agitation révolutionnaire, toujours bien venue des masses, mais vite supprimée par des persécutions ; ainsi le futur anarchiste allemand, J. Most, fit ses premières armes à Vienne en 1869 et un autre révolutionnaire de ces années, Andreas Scheu (qui vit encore), lors de ses voyages, camarade des blanquistes de Paris, surtout d'Édouard Vaillant, continua son agitation jusqu'en 1873 quand il dut s'exiler. À partir de 1880, enfin, les ouvriers furent tellement énervés par les persécutions et les chicanes gouvernementales et la routine languissante de leurs chefs, qu'ils acceptèrent avec enthousiasme le socialisme révolutionnaire, ensuite l'anarchisme préconisé par la *Freiheit* de Most, à Londres, et la *Zukunft* (L'Avenir), à Vienne même. Cette propagande n'eut pas le loisir de faire connaître le détail des idées libertaires, mais les ouvriers comprirent instinctivement qu'on avait assez des appels continuels pour le suffrage universel et quelques petites réformes ; et l'action directe et l'acte révolutionnaire individuel, précurseurs de l'action collective, furent acceptés et mis en pratique comme moyens d'action (1882 à 1884). Ce n'est que par d'énormes repréailles que ce mouvement florissant – quelques réunions en 1882 et 1883 furent les premières et les plus belles auxquelles j'ai assisté jamais – fut écrasé au début de 1884, pour continuer encore sous terre, avec de grands sacrifices, quelques années, mais s'éteignant faute de pouvoir se faire entendre et s'expliquer avec les masses ; – une feuille qu'on faisait circuler pouvait coûter dix ou quinze ans de travaux forcés (sans amnistie), tandis que les socialistes politiques à côté eurent leurs journaux et réunions à leur aise ou avec un risque minime.

Car avec l'œil du médecin expert, le dernier grand chef des

socialistes politiques, le docteur Victor Adler, avait guetté, pour entrer en action, le moment de la plus grande prostration du mouvement ouvrier révolutionnaire à la suite de la répression de 1884-85. Cet homme, socialiste convaincu depuis sa jeunesse, qui coïncidait avec l'origine du mouvement en Autriche (1867), avait pourtant milité dans le radicalisme bourgeois et n'avait pas soufflé mot quand les révolutionnaires avaient la parole libre pour se défendre. Il préféra s'aboucher dans des conciliabules avec quelques révolutionnaires moins compromis et fatigués d'une vie de persécutions ; il leur démontra le chimérique de leurs espoirs, les réconcilia avec les chefs des socialistes modérés, tout en ménageant leurs susceptibilités, et c'est de ce recrutement de renégats, de ce replâtrage d'un socialisme ultraplatonique avec des formules un peu mieux choisies, élaborées par la science marxiste, que depuis la fin de 1886 sortit le premier journal d'Adler (*Gleichheit*, Égalité, nom choisi pour rappeler le journal du même nom d'Andreas Scheu), précurseur de l'*Arbeiter-Zeitung*, fondée en 1889, et que se firent la réorganisation publique du parti (fin 1888) et tout le parti social démocrate autrichien jusqu'à ce jour et même la moitié du gouvernement autrichien de novembre 1918 à nos jours, l'autre moitié étant... le parti coalisé cléricale, coalition rompue cet été, ce qui n'empêche pas les titis et les autres de rester ministres (ils le sont toujours), d'après une formule excogitée par le fils du docteur Adler même.

Cet homme, après trente-deux ans d'assiduité mémorable, avait donc atteint son but et il est mort ministre, chef suprême du Ballplatz (Affaires étrangères) de Metternich lui-même (novembre 1918). Il est vrai que ce n'est pas son parti qui a fait une révolution en octobre-novembre 1918 – puisque personne n'a fait de révolution –, mais les chefs de son parti étaient là quand les portefeuilles étaient à qui les prendrait et c'est là l'essentiel en politique, paraît-il. Des pendaisons de 1884, des imprimeries secrètes dans les caves en 1885, en arriver au choix libre des portefeuilles et à la tête

d'un État en 1918, c'est quelque chose et c'est exclusivement l'œuvre de V. Adler. On peut même avoir été de l'imprimerie secrète de 1885 et ministre à partir de 1918 ou 19, comme c'est le cas de B. Hahermann, le ministre d'Instruction publique de l'État tchéco-slovaque.

Quels furent les moyens d'action d'Adler ? Il était intelligent avant tout, sans vanité et ambition pour les petites choses, niais amant passionné du vrai pouvoir, du pouvoir occulte absolu. Il avait fait de la psychiatrie sa spécialité et je dis sans plaisanterie que la gloire actuelle du parti social-démocrate autrichien dépend intimement de ce fait. Un aliéniste sait traverser sans danger un cabanon de fous puisqu'il sait ou apprend vite comment se conduire envers la folie particulière de chaque individu. Adler, aidé de son intelligence et de son instruction supérieure, se rendit magistralement compte de la mentalité spéciale de chacun des centaines et milliers de chefs et sous-chefs ouvriers qu'il a dû rencontrer ces trente-deux ans, ainsi que de l'état d'esprit des réunions, des groupes, des coalitions aussi qui se formaient contre lui. Il prenait chacun par son fort ou son faible, qu'il savait trouver avec une tolérance et une bonhomie apparentes comme celles du médecin qui fait causer un malade pour l'étudier mieux. Il mettait ainsi chacun à sa place, utilisant ses bonnes et mauvaises qualités. Excellente méthode pour cultiver un personnel efficace et le maintenir en bonne humeur, niais aussi pour éliminer tout ce qui existait et poussait de talents et bonnes volontés et caractères *indépendants*. Adler découvrit, favorisa, choya les talents ; mais le moment arriva pour chacun où il fallut se plier devant lui et renoncer à son indépendance intellectuelle, où le cou lui fut tordu, sans faute, de mille manières subtiles. De cette manière, de toutes les générations de socialistes de 1886 à 1918, il ne sortit pas un penseur indépendant, pas une idée fut discutée et propagée dans un sens autre que celui qu'Adler prescrivait, et Adler avait fait souche ; il avait empreint cette méthode d'assurer l'obéissance et d'éliminer

les esprits indépendants à tant de sous-ordres jusqu'aux moindres ramifications des organisations. Il y a bien quelques auteurs ayant talent et connaissances ; ils furent exilés dans les hautes régions de la métaphysique marxiste et parages pareils où leur radicalisme théorique resta parfaitement inoffensif. Il y avait tant de fois des droites et des gauches, tant de monde rêvait et murmurait d'un peu d'action ; mais tout cela finissait de la même manière au Congrès ou dans la réunion décisive, Adler laissait parler tout le monde et à la fin il parlait lui-même, distribuait des coups voilés dans des éloges, disait à tout le monde : « vous avez parfaitement raison, seulement vous avez tout à fait tort ». Il pratiqua alors son fameux truc de « *nager entre les écueils* », à droite et à gauche, ce qui donna une satisfaction aigre-douce à tout le monde, puisqu'il n'y avait pas moyen de lutter contre ses ruses ; le résultat, c'étaient des compliments platoniques envers la théorie révolutionnaire et des arguments très subtils pour motiver qu'en pratique on ne bougera pas et qu'on ne fera rien.

Pour rendre justice à V. Adler, il faut ajouter qu'il mit son intelligence et son coup d'œil d'aliéniste expert sans restriction au service des luttes ouvrières contre la bureaucratie et la police, les tribunaux et les capitalistes, la presse et le gouvernement. La police se permet mille choses contre des ouvriers qu'elle n'oserait pas faire contre des bourgeois, et que les autorités supérieures et les tribunaux très souvent n'osent pas défendre eux-mêmes. Là-dessus, Adler fut inexorable et il a mille fois démontré que, dans de telles affaires, les socialistes restaient dans la légalité et que la police ou la bureaucratie violaient la loi. Il ne parlait que quand il était sûr de son fait et la vanité pompeuse et l'incompétence des ministres et hauts fonctionnaires jouaient un triste rôle devant son sarcasme. Aussi, après quelques regimbements, les fonctionnaires avaient une sainte terreur de lui et de ses hommes et, sans qu'une loi ait été changée, les laissaient le plus souvent tranquilles. Ceci contribua

énormément à l'accroissement numérique de la social-démocratie que ces mêmes fonctionnaires avaient autrefois, quand cela leur convenait, poursuivie comme société secrète ou comme sectateurs de théories « défendues ». Cette défense de la liberté individuelle de l'ouvrier, accompagnée de maintes petites réformes négligées jusqu'alors et sur lesquelles Adler, comme médecin et hygiéniste, savait très bien insister, releva l'esprit de beaucoup de catégories ouvrières déprimées jusqu'alors par une routine oppressive séculaire. Mais en regardant de près, on voit que cette tactique *ancree* le parti dans la *légalité* qu'on laissa bien de côté, comme tout le monde le fait, dans les procédés internes, mais qu'on ne défia jamais publiquement (si Adler n'avait pas quelque raison *légale* valable *supérieure* en réserve). Il s'ensuivit que tous les sous-Adler étaient ferrés sur la loi et y trouvaient un vrai plaisir ; de même, ils ne voyaient plus l'odieux des lois qui ne furent presque plus employées contre eux. On peut se figurer que ces finasseries permanentes ne créèrent pas des révoltés, mais de braves petits hommes qui se sentaient tous parfaitement capables de gouverner et ne demandaient pas mieux. Ils avaient même l'idée lumineuse et très sincère que si eux se mettaient dans les fauteuils du gouvernement et dans tant de bureaux inférieurs, ce serait là la *révolution sociale* et que, si seulement le monde restait tranquille et respectait leur autorité, le socialisme ne tarderait pas à se produire.

Tout se tient et l'élimination des esprits indépendants, la création d'un personnel à « mentalité disciplinée et bureaucratique » qui dit : l'État c'est *nous*, l'humanité c'est nous, comme ils dirent si longtemps ; le parti c'est *nous*, ce sont des poids rétrogrades qui s'ajoutent aux nombreux autres poids qui pèsent sur ceux qui sont condamnés à former « l'Autriche » de 1920.

Pour compléter cette analyse, dans ces mêmes trente ans qui précédèrent 1918, le parti clérical, caché sous le masque de « christianisme social » ou antisémitisme, annihila presque

les libéraux à Vienne et fit ainsi la conquête de la municipalité de Vienne, qu'elle gouverna et exploita les dernières vingt années de cette période. Leur manège odieux et persécuteur (par exemple contre les instituteurs qui ne pliaient pas les genoux ; le président actuel, Seitz, est un de ces instituteurs destitués alors), fut combattu du meilleur droit du monde par les socialistes ; mais comme cette lutte tournait en pratique sur les élections municipales et fut rendue plus difficile encore par un système électoral censitaire, il s'agissait donc de gagner les voix de grandes quantités d'indifférents et de réactionnaires même, si on voulait conquérir la municipalité – ce qui fut fait, facilement, dans un tour de main en 1919, à l'aide du suffrage universel municipal –. On ne prévoyait pas cette chance, ni cette lutte, toujours conduite sur un niveau infiniment bas par les antisémites, qui abaissa le niveau de la social-démocratie locale elle-même qui se souilla vraiment par ce contact, ces grosses injures habituelles jointes à des ménagements de préjugés, etc., pour raisons électorales. Quand les succès du parti augmentaient, ses rangs s'augmentaient aussi d'un nouveau personnel à la curée des bonnes choses dont les municipalités disposent ; leur tour de jouer à la Commune est arrivé en 1919, et le problème plaisant qu'on discute maintenant, est si la municipalité et ses entreprises étaient déjà ruinées avant cette victoire ou ne le furent que depuis cette époque.

V. Adler eut trop de tact pour se mêler de ces choses locales, et même au parlement il n'entra que relativement tard. Il dit toujours son affaire à la bourgeoisie ; mais pour rien au monde, il ne put arriver à ce que la bourgeoisie le prît réellement au sérieux. Elle connaissait son horreur absolue des risques d'une lutte prématurée qui eût pu faire perdre au parti la position, privilégiée pour ainsi dire, qu'il lui avait gagnée par sa tactique rusée. Comme on croyait que l'Autriche durerait tant que François-Joseph vivrait – et elle a duré –, on était sûr que le socialisme resterait inoffensif,

ne ferait jamais rien, sauf de l'action parlementaire et syndicaliste modérée tant que Victor Adler vivrait, et ce fut encore vrai. Cela a même rapporté à ce socialisme bizarre beaucoup de sympathies bourgeoises et des bureaucrates s'en firent admirateurs aussi. Le syndicalisme, l'anarchie, l'action directe, la grève générale, etc., tout cela était loin,, loin de cet heureux pays qui avait une social-démocratie si domestiquée.

M. N.

(À suivre.)